

Bilan d'un président « ordinaire »

**KHALID
ADNANE**

ANALYSE

Collaboration spéciale



Durant la campagne présidentielle de 2012, François Hollande avait répété à plusieurs reprises qu'il voulait rompre avec l'image de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, celle d'un chef d'État « hyperactif et omniprésent ». Lui, il voulait être un président de la République « ordinaire ».

Pour ce qui est de son programme d'action, il a toujours plaidé qu'il voulait être jugé sur ses résultats, sur « l'état de la France dans cinq ans ». Aujourd'hui, à un an de l'échéance électorale de 2017, que peut-on retenir de son bilan? Quelle image laissera-t-il de sa présidence?

L'IMAGE!

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le gâteau n'a jamais réellement levé entre les Français et leur président « ordinaire ». Si on exclut la lune de miel du début de mandat, la cote de popularité de M. Hollande n'a cessé de chuter depuis, atteignant même un creux historique de 12 % en novembre 2014. Certes, il y a eu quelques remontées, notamment après les attentats meurtriers de *Charlie Hebdo* et ceux du 13 novembre, mais ces embellies ont été de courte durée.

D'ailleurs, les derniers sondages (notamment ceux publiés par le magazine *L'Express* le 29 mars et le 7 avril) confirment une

nouvelle baisse dans la satisfaction des Français à l'égard de leur président. Ils sont 13 % seulement à se dire satisfaits de son travail. De plus, 65 % d'entre eux trouvent que son programme d'action n'est même pas à gauche. Pas étonnant alors que même chez les répondants se réclamant de la gauche, son taux de satisfaction peine à franchir le cap du 50 %, il est de 45 % pour être bien précis.

LE BILAN

C'est sur le plan économique que la commande sera la plus lourde pour M. Hollande. Premièrement, du côté des finances publiques, la situation de la France demeure extrêmement précaire : le déficit public sera de 3,4 % du

PIB cette année et de 3,3 % en 2017. On est loin de la cible fixée en début de mandat, laquelle prévoyait un retour à l'équilibre budgétaire à cette échéance.

Du côté de la dette publique, ce n'est guère mieux : elle se situe aujourd'hui à presque 120 % du PIB, un nouveau sommet. Par ailleurs, la croissance demeure faible et le FMI l'a d'ailleurs révisée à la baisse : 1,3 % pour 2016 et 1,7 % pour 2017. Rien pour faire baisser significativement le taux de chômage qui demeure encore dans la dizaine : 10,5 % cette année, 10,3 % l'an prochain (chez les jeunes, il culmine à 24 %). Mais ce qui est encore plus troublant, c'est que ce taux est un des plus hauts dans tous les pays de l'OCDE. Dans les faits, seuls les pays fragiles de l'Europe (Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal) ainsi que la République slovaque font pire.

Pour un président qui a fait de l'emploi, notamment chez les jeunes, une des pierres angulaires de son programme d'action et qui disait, de plus, vouloir renverser

la courbe du chômage, on est vraiment loin du compte.

DERNIÈRE CHANCE!

Considérant l'humeur assez versatile de l'électorat français, cela n'augure rien de bon pour M. Hollande : le verdict risque d'être trop sévère pour qu'il puisse aspirer à une autre victoire. Certes, tout n'est pas joué. Il lui reste une année encore pour redresser la situation sur le plan économique, car au-delà de l'image, des discours politiques et des slogans, c'est sur les considérations économiques (le pain et le beurre, comme on dit) que la partie va se jouer.

Toutefois, si la tendance se maintient sur le plan économique pendant cette dernière année de quinquennat — ce qui est fort probable, vu les dernières projections de l'OCDE et du FMI —, la tentation du changement sera forte, à moins que ses adversaires n'aient guère mieux à offrir.

On le lui souhaite! Autrement, tout ce que l'on risque de retenir de son mandat sera l'image d'un président et d'un bilan économique, tous les deux « bien ordinaires »!

Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.



François Hollande, président de la France — PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE